

Avis n° 03-741
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 24 juin 2003
sur la décision tarifaire n° 2002201 de France Télécom
relative à la modification de la tarification des frais de mise en service de "Numéris"

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu la directive 98/10/CE du 26 février 1998 concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L.36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom, reçue le 27 mai 2003 ;

Après en avoir délibéré le 24 juin 2003 ;

1. L'objet de la décision tarifaire

Cette décision tarifaire a pour objet la modification de la tarification des frais de mise en service pour "Numéris", service qui utilise la norme RNIS (Réseau Numérique à Intégration de Service) permettant au client de disposer d'une ligne de télécommunication numérique.

1.1 Le contexte

Dans le cadre du service Numéris, les communications établies peuvent être de nature "téléphonique" ou "numérique de bout en bout". Elles utilisent deux types de canaux de transmission : le canal B à 64 kbit/s et le canal D à 16 kbit/s.

Actuellement, l'offre d'accès à Numéris est un contrat¹ à durée indéterminée avec une période d'abonnement minimale de douze mois. Il est distingué cinq types d'accès :

- l'Accès de Base Isolé : ce type de raccordement se compose de deux canaux B et d'un canal D, donnant accès à une interface appelée "interface Numéris" ;
- l'Accès Numéris Duo : ce type de raccordement propose en plus de l'Accès de Base, deux interfaces analogiques pour la téléphonie classique ;
- le Groupement d'Accès de Base : ce type de raccordement permet de grouper jusqu'à six accès de base isolés en premier équipement, extensible à huit ;

¹ Contrat Professionnel Numéris

- l'Accès Primaire isolé : ce type de raccordement permet de disposer de quinze à trente canaux B et d'un canal D à 64 kbit/s ;
- le Groupement d'Accès Primaire : ce type de raccordement permet de grouper jusqu'à 30 accès primaires.

Ces différents accès peuvent être regroupés en trois familles : Accès de Base, Accès Numéris Duo et Accès Primaire.

Les frais de mise en service de Numéris varient en fonction du type d'accès.

Actuellement la tarification des frais de mise en service de Numéris est la suivante :

| € hors taxes par accès | Accès de Base isolé | Groupement Accès de Base | Accès Numéris Duo | Accès Primaire isolé | Groupement Accès Primaire |
|---------------------------|------------------------|-----------------------------|----------------------|-------------------------|------------------------------|
| 1er accès | 103 | 103 | 103 | 640,29 | 640,29 |
| dès 2ème accès | - | 103 | 103 | - | 640,29 |

1.2 La décision tarifaire de France Télécom

La présente décision tarifaire a pour but :

- de procéder à une augmentation des tarifs appliqués à la mise en service de Numéris pour les contrats à durée indéterminée avec période minimale d'abonnement de douze mois ;
- de créer un contrat à durée indéterminée avec période minimale d'abonnement de trente six mois. Ce nouveau contrat donne droit à une réduction de 50% sur les tarifs des frais de mise en service du contrat à période minimale de douze mois, moyennant un engagement du client dans la durée (36 mois) ;
- d'introduire une réduction des frais de mise en service dès le 2ème accès de même type installé simultanément à la même adresse.

Désormais, la tarification des frais de mise en service de Numéris est la suivante :

| € hors taxes par accès | Accès de Base isolé | Groupement Accès de Base | Accès Numéris Duo | Accès Primaire isolé | Groupement Accès Primaire |
|--|------------------------|-----------------------------|----------------------|-------------------------|------------------------------|
| Contrat souscrit pour une période minimale d'abonnement de 12 mois | | | | | |
| 1er accès | 300 | 300 | 300 | 1280 | 1280 |
| dès 2ème accès | 255 | 255 | 255 | 1088 | 1088 |
| Contrat souscrit pour une période minimale d'abonnement de 36 mois | | | | | |
| 1er accès | 150 | 150 | 150 | 640 | 640 |
| dès 2ème accès | 127,50 | 127,50 | 127,50 | 544 | 544 |

Ces nouveaux tarifs appliqués à la mise en service de Numéris évoluent majoritairement à la hausse ; ils augmentent en moyenne, tous types d'accès confondus, de l'ordre de 81,5%.

2. L'analyse de l'Autorité

Cette décision fait suite à la décision tarifaire relative à la modification du prix d'accès au réseau téléphonique, sur laquelle l'Autorité s'était prononcée une première fois défavorablement (avis n° 02-608 en date du 25 juillet 2002), au regard notamment de l'ampleur de la hausse du montant des frais d'accès au service téléphonique² et de l'insuffisance des éléments justificatifs. Par la suite, FranceTélécom avait transmis de nouveaux tarifs qui ont recueilli un avis favorable de la part de l'Autorité (avis n° 02-1195 en date du 23 décembre 2002).

L'Autorité note que les tarifs de mise en service de Numéris n'ont pas évolué depuis l'année 1990.

2.1 Le marché

Le service Numéris correspond à la mise en œuvre en France du RNIS, évolution historique du service téléphonique traditionnel ; ce service offre à la fois un service téléphonique et un service de transmission de données à partir du réseau téléphonique commuté. Il représente l'équivalent d'environ 4,5 millions de lignes téléphoniques.

L'Autorité estime par ailleurs à environ 0,4% du parc de l'ensemble des lignes téléphoniques le pourcentage des offres concurrentes de France Télécom ; à supposer que ces offres soient intégralement comparables aux offres Numéris objet de la présente décision tarifaire, elles ne représenteraient alors sur ce périmètre qu'un poids de l'ordre de 3%.

A supposer même que ce périmètre constitue un marché en soi, il n'apparaît pas que sur ce marché la concurrence soit établie.

2.2 L'évolution du montant des frais de mise en service de Numéris

Le compte d'exploitation prévisionnel de l'accès aux lignes Numéris fourni par France Télécom laisse apparaître un résultat positif avec les tarifs actuellement appliqués.

2.2.1 L'effet de la mesure

Selon les informations fournies par France Télécom, les cas où les contrats souscrits ont une existence supérieure à 36 mois sont majoritaires : ils représentent 67% des cas pour les Accès de Base d'une part, et 75% des cas pour les Accès Primaires d'autre part.

Sur cette base, à raison de plus de 200 000 placements par an environ selon les informations fournies par France Télécom, l'effet global de la mesure serait de l'ordre de 20 millions d'euros.

2.2.2 L'effet pour les consommateurs

En l'absence de données justificatives de l'évolution des coûts de France Télécom, l'Autorité relève l'ampleur des hausses proposées et observe à titre indicatif que, depuis l'année 1990, la variation de l'indice des prix à la consommation, sur la période allant de l'année 1990 à l'année 2002, sur l'ensemble des ménages est d'environ 21,2%.

² Hausse en moyenne de 139% pour les lignes analogiques, dont 176% en valeur maximale.

La proposition de France Télécom a notamment pour effet d'augmenter :

- dans le cas d'un contrat souscrit pour une période minimale de douze mois :
 - de 191,3% les frais de mise en service de Numéris dans le cas d'un premier accès pour l'offre Accès de Base ou l'offre Accès Numéris Duo, soit une hausse de 197 € hors taxes, ce qui est supérieur à la hausse des frais d'accès des lignes analogiques ;
 - de 99% les frais de mise en service de Numéris dans le cas d'un premier accès pour l'offre Accès Primaire, soit une hausse de 639,71 € hors taxes ;
- dans le cas d'un contrat souscrit pour une période minimale de trente six mois :
 - de 45,6% les frais de mise en service de Numéris dans le cas d'un premier accès pour l'offre Accès de Base ou l'offre Accès Numéris Duo, soit une hausse de 47 € hors taxe.

Pour ce qui concerne l'Accès Primaire, dans le cas d'un contrat souscrit pour une période minimale de trente six mois, le montant des frais de mise en service de Numéris reste identique à l'arrondi près (640 € hors taxes au-lieu de 640,29 € hors taxes).

3. Conclusion

L'Autorité n'est pas opposée à une révision des tarifs qui sont restés en l'état depuis 1990. Cependant, au regard de l'ampleur des hausses des frais de mise en service de Numéris, qui ne sont pas justifiés par des éléments de coûts, elle émet un avis défavorable sur la décision tarifaire n° 2002201 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 juin 2003

Le Président

Paul Champsaur